



CIM & CCMP 
— GROUPE NOVEN —



« L'année 2022 a été marquée par un changement important pour notre groupe : un changement de nom, une nouvelle identité visuelle, et de nouvelles ambitions pour accompagner la transition énergétique.

En effet, le groupe Noven s'inscrit pleinement dans les engagements de l'Etat français et des attentes de la société de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Le groupe travaille d'une part à réduire son empreinte carbone directe grâce à l'implication de l'ensemble de ses salariés et entreprises partenaires, et d'autre part d'apporter son appui à l'approvisionnement ou à la production des produits et des projets d'énergie bas carbone qui contribueront à l'essor d'une société moins carbonée.

En septembre, le groupe a lancé un plan de réduction de la consommation d'électricité qui adresse tous les sites et toutes les activités de Noven. Toute l'électricité achetée par le groupe est garantie d'origine renouvelable.

En matière d'environnement, les Objectifs Horizon 2026 reflètent les fortes ambitions de réduction des émissions de COV et la poursuite de la baisse des rejets atmosphériques et aqueux ainsi que de nos déchets.

Le groupe est mobilisé sur les questions d'inclusion et de diversité : nous nous sommes engagés dans un diagnostic handicap en 2022 et dans un programme destiné aux cadres, pour promouvoir la mixité au sein des équipes.

Les femmes cadres du groupe bénéficient en outre d'un coaching spécifique pour renforcer leur leadership.

Le groupe Noven a renforcé son engagement local : la CIM est un mécène de projets culturels au Havre (MuMA, Un Eté au Havre) et est devenue l'un des membres fondateurs de l'association Ecole 42 Le Havre.

Le groupe développe sa politique d'achats responsables en partenariat avec la plateforme de collecte de données RSE, Ecovadis et conjointement avec ses entreprises partenaires.

2022 a été une année riche en initiatives RSE, elles se poursuivront en 2023 et au delà. Ces initiatives s'inscrivent toutes dans l'engagement du groupe de promouvoir et de contribuer aux Objectifs de Développement Durable de l'ONU. Noven a donc formalisé cet engagement pérenne en devenant membre du UN Global Compact en 2022 avec une première Communication prévue en 2023. »

Nous vous souhaitons une bonne lecture.

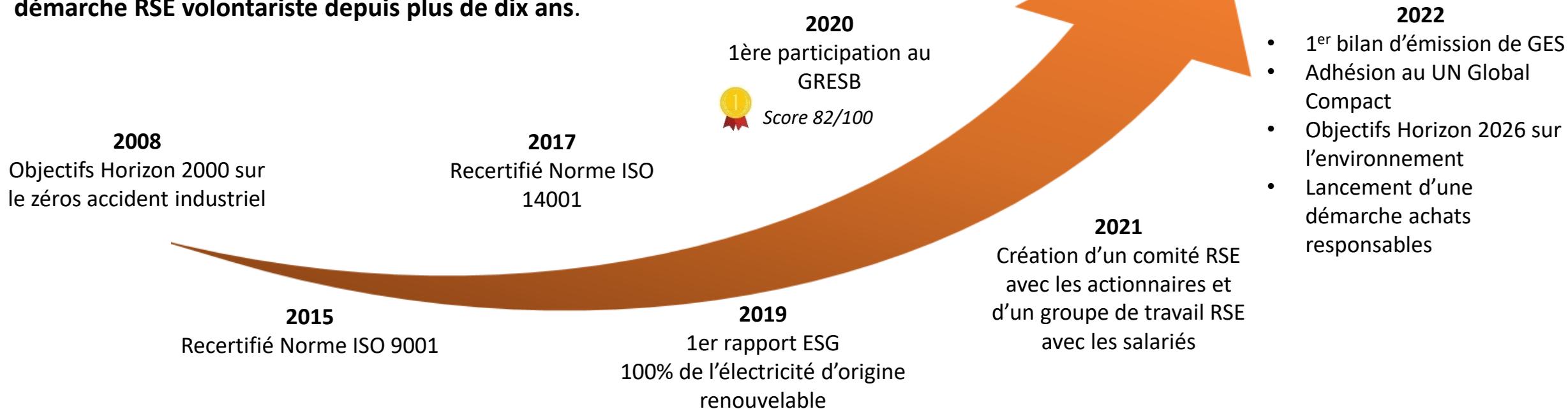
Erwan Keromest
Gérant CIM – Président CCMP – Président NOVEN et NOVEN GROUP
INFRA

La démarche RSE continue du Groupe Noven

des politiques sociale et environnementale historiques



Le groupe œuvre à l'amélioration des conditions de travail et de la sécurité de ses sites. Fort de cet engagement historique envers toutes ses parties prenantes, le groupe met en place une **démarche RSE volontariste depuis plus de dix ans.**



Le Groupe se place dans une démarche volontaire d'amélioration continue et mène des actions sur :

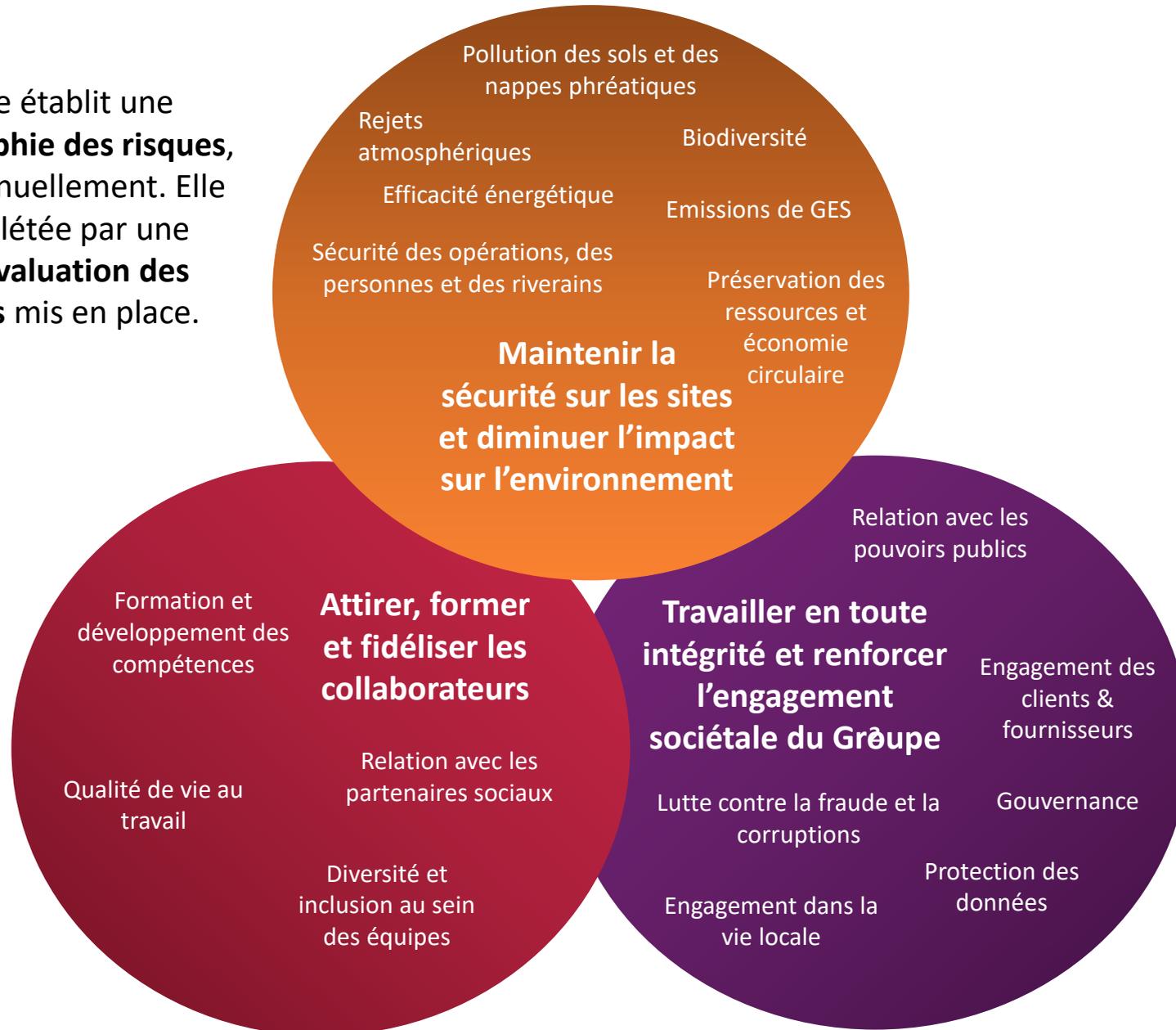
- La réalisation du bilan carbone et des réflexions sur la stratégie de décarbonation en accord avec la Stratégie Nationale Bas Carbone
- La sobriété énergétique en suivant les recommandation émise par le gouvernement en 2022
- La formation des femmes du groupe avec des ateliers dédiés et des volets de sensibilisation mixtes sur le S1 2023
- L'insertion professionnelle des jeunes (soutien financier à des organismes de formation, multiplication des stages de découverte)

Cartographie des risques RSE auxquels le groupe est exposé

Et les parties prenantes qui sont prises en compte lors de leur évaluation



Le groupe établit une **cartographie des risques**, revue annuellement. Elle est complétée par une **grille d'évaluation des contrôles** mis en place.



Le groupe opère des **sites SEVESO seuil haut** et est, de fait, à l'écoute des **préoccupations des parties prenantes**. Il maintient un **dialogue permanent** avec :



L'administration : la DGEC, la DGPR, les DREAL, HAROPA, les collectivités territoriales



Les collaborateurs et les instances de représentation du personnel



Les clients et les fournisseurs



La société civile : les riverains, les associations

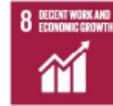


Les partenaires financiers : investisseurs, banques, assurances

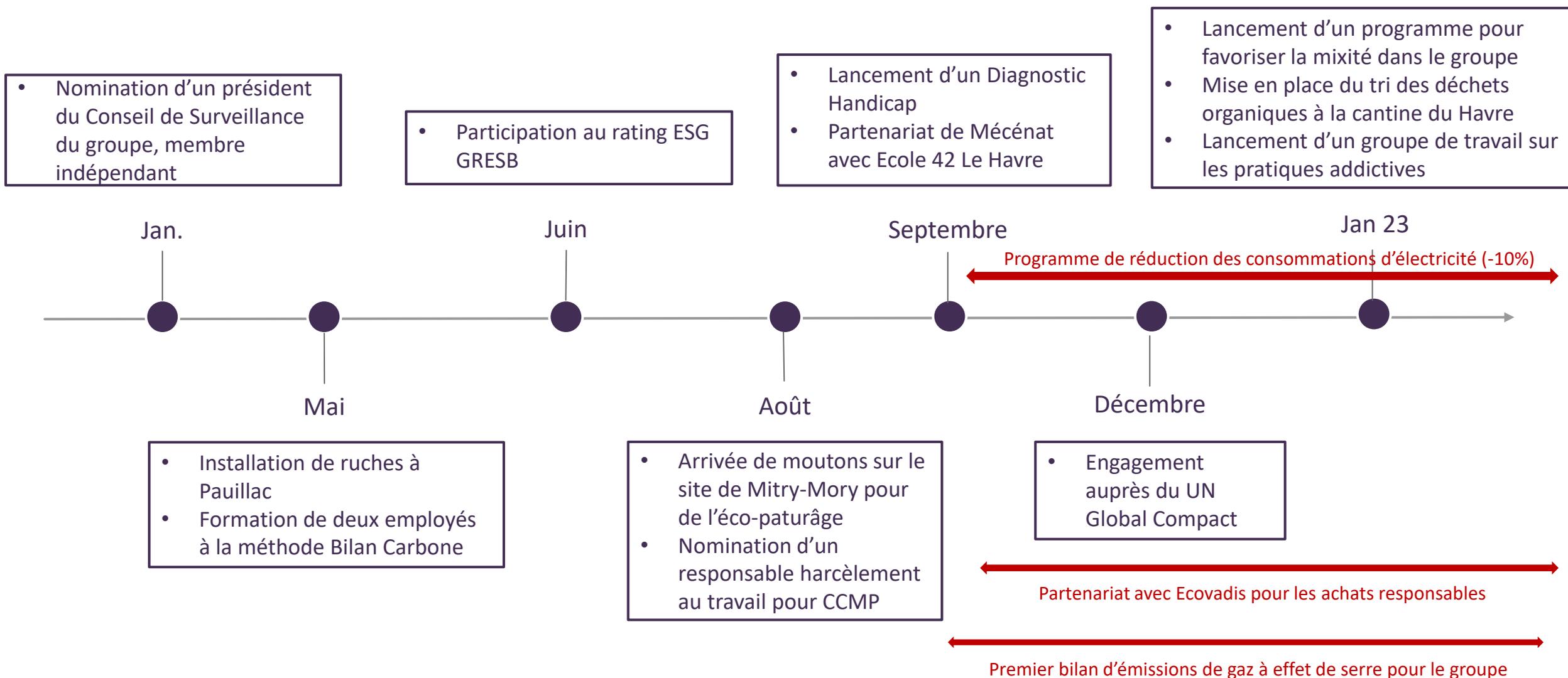
La maîtrise des risques RSE contribue à la réalisation de certains volets des Objectifs de Développement Durable



- Conscient de ne pouvoir adresser tous les enjeux, le groupe a choisi de se concentrer sur certains volets de six des ODD auxquels il contribue déjà de part son activité et ses actions.
- Le groupe est membre du Pacte Mondiale depuis 2022 et publie chaque année sur le site dédié de l'ONU une communication sur les progrès réalisés (« COP ») ainsi qu'une lettre du président réitérant ses engagements.

ODD	Volets auxquels l'activité et les actions du groupe contribuent
	5.5 Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique
	6.3 D'ici à 2030, améliorer la qualité de l'eau en réduisant la pollution, en éliminant l'immersion de déchets et en réduisant au minimum les émissions de produits chimiques et de matières dangereuses, en diminuant de moitié la proportion d'eaux usées non traitées et en augmentant considérablement à l'échelle mondiale le recyclage et la réutilisation sans danger de l'eau
	8.3: Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents [...] 8.8 Défendre les droits des travailleurs, promouvoir la sécurité sur le lieu de travail et assurer la protection de tous les travailleurs, y compris les migrants, en particulier les femmes, et ceux qui ont un emploi précaire.
	9.1 Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente, [...] pour favoriser le développement économique et le bien-être de l'être humain, en mettant l'accent sur un accès universel, à un coût abordable et dans des conditions d'équité. 9.4 D'ici à 2030, moderniser l'infrastructure et adapter les industries afin de les rendre durables, par une utilisation plus rationnelle des ressources et un recours accru aux technologies et procédés industriels propres et respectueux de l'environnement, [...].
	12.4 D'ici à 2020, instaurer une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et de tous les déchets tout au long de leur cycle de vie, conformément aux principes directeurs arrêtés à l'échelle internationale, et réduire considérablement leur déversement dans l'air, l'eau et le sol, afin de minimiser leurs effets négatifs sur la santé et l'environnement 12.5 D'ici à 2030, réduire considérablement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation
	13.2 : Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales

Les succès du groupe Noven en matière de RSE en 2022 Et les premières initiatives 2023



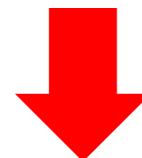
La notation constante GRESB de 82/100, preuve de l'excellence du groupe en matière de RSE



Depuis 2020, le groupe se fait noter chaque année par un organisme de scoring RSE de standard international. Le groupe a obtenu 82/100 en 2020 et en 2021.



- Biodiversité
- Gestion des déchets



- Management du risque
- Reporting

Le groupe s'est fixé des objectifs de préservation de certains espaces et de taux de recyclage qui ont été jugés exemplaires.

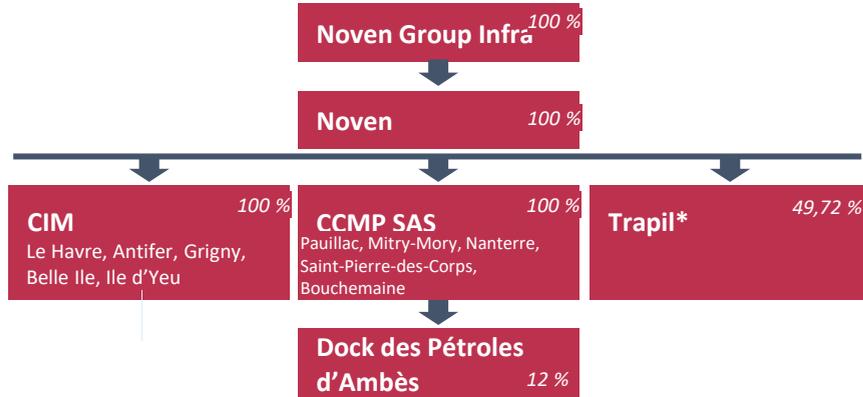
Le groupe est comparé à des entreprises cotées qui ont des obligations réglementaires plus strictes en matière de management du risque et de reporting.



- La gouvernance pour travailler en toute intégrité
- Maintenir la sécurité sur les sites et diminuer l'impact sur l'environnement
- Attirer, former et fidéliser les collaborateurs
- Renforcer l'engagement sociétal du Groupe



➤ Structure du groupe



Le groupe et les deux holdings ont changé de nom à l'occasion de la célébration des 100 ans de la CIM en septembre 2022.

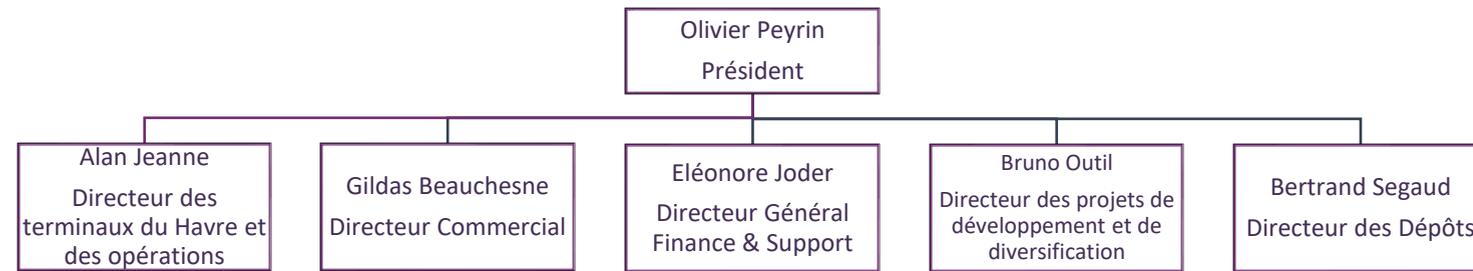
➤ Répartition du capital de Pisto Group Infra (PGI)

Depuis 2018, l'actionnariat de PGI se répartit comme suit:

- 22,5% Infra-Invest France (CNP)
- 13,1% Sogécap
- 40,1% Prédica (Crédit Agricole Assurance)
- 24,33% Swiss Life AM

➤ Organes de direction

Olivier Peyrin a exercé la fonction de Président de PGI entre 2011 et 2023. Il est remplacé par Erwan Keromest depuis le 1^{er} Mars 2023. Le groupe est piloté par un Comité de Direction, hautement expérimenté qui combine plus de 120 ans d'expertise dans le secteur du pétrole.



➤ Conseil de Surveillance (CS)

Il se réunit au minimum trimestriellement et est composé des représentants des actionnaires (2 membres votants pour Swiss Life AM, deux pour Prédica et deux pour Schröders**) et de PGI (le Président et la Directrice Générale Finance et Supports, sans droit de vote). Les décisions sont prises à l'unanimité.

Depuis 2022, la présidence du groupe et la présidence du conseil de surveillance sont dissociées, cette dernière est assurée par Xavier Bontemps. C'est le premier membre indépendant du Conseil de Surveillance.

* Exploitant d'un réseau de pipelines. Le rapport RSE 2021 de Trapil est disponible sur le site internet : www.trapil.com

** Représentant de Sogécap et CNP

La gouvernance pour travailler en toute intégrité

Comités affiliés au Conseil de Surveillance



	<u>Rôle</u>	<u>Composition</u>	<u>Périodicité</u>
Comité ESG	<ul style="list-style-type: none">• Orienter la stratégie RSE• Contrôler les avancées	<ul style="list-style-type: none">• Certains membres du Conseil de Surveillance, le Président du Groupe, le Président du CS et le Directrice Générale Finance & Supports.	<ul style="list-style-type: none">• Trimestriel
Comité d'investissement	<ul style="list-style-type: none">• Approuver les cessions ou des investissements pour un montant supérieur à 10m€ non-compris dans le budget annuel	<ul style="list-style-type: none">• Certains membres du Conseil de Surveillance, le Président du Groupe, le Président du CS et le Directrice Générale Finance & Supports.• Le chef de projet (Direction commerciale, direction des projets de développement et de transitions)	<ul style="list-style-type: none">• Lorsque nécessaire
Comité de rémunération	<ul style="list-style-type: none">• Revue de la rémunération du président	<ul style="list-style-type: none">• Membres du CS	<ul style="list-style-type: none">• Annuel
Comité d'audit financier	<ul style="list-style-type: none">• Donne les orientations en matière de financement	<ul style="list-style-type: none">• Certains membres du Conseil de Surveillance, le Président du Groupe, le Président du CS et la Directrice Générale Finance & Supports.• Autres intervenants (DAF, analyste etc)	<ul style="list-style-type: none">• Trimestriel

Audits externes

- **Audit des états financiers:** conformément à la réglementation, les comptes de toutes les sociétés ainsi que les comptes consolidés sont audités chaque année par des commissaires aux comptes indépendants.
- **Le rapport RSE n'est pas audité,** en revanche, une partie des informations est soumise au contrôle d'institutions publiques telles que les DREAL, le GEREP etc. Le bilan des émissions de GES est audité par le Citepa en 2022.



	<u>Rôle</u>	<u>Composition</u>	<u>Périodicité</u>
Comité Ethique	<ul style="list-style-type: none"> Faire évoluer le Code de Conduite Répondre aux procédures de « lanceur d’alerte » 	<ul style="list-style-type: none"> Le DAF, le DRH, un agent de maîtrise et un ouvrier 	<ul style="list-style-type: none"> Sur demande En cas d’activation d’une procédure de « lanceur d’alerte »
Comité des contrats	<ul style="list-style-type: none"> Revue régulières des contrats standards 	<ul style="list-style-type: none"> Les équipes commerciale, finance et juridiques La responsable des douanes, la direction de l’exploitation etc selon le type de clauses 	<ul style="list-style-type: none"> Lorsque nécessaire
Comité de crédit	<ul style="list-style-type: none"> Revue des encours clients, délais de paiements, taux d’avoir, factures non-payées 	<ul style="list-style-type: none"> Le DAF et l’équipe comptable La direction commerciale 	<ul style="list-style-type: none"> Mensuel
Comité de rémunération	<ul style="list-style-type: none"> Revue des rémunérations de l’encadrement 	<ul style="list-style-type: none"> CODIR 	<ul style="list-style-type: none"> Annuel
Comité RSE interne	<ul style="list-style-type: none"> Proposer et implémenter des initiatives RSE 	<ul style="list-style-type: none"> Une douzaine de salariés de tous les services 	<ul style="list-style-type: none"> Mensuel en plénière Plus régulièrement pour les groupes de travail
Programme d’audit interne	<ul style="list-style-type: none"> Audit des processus qualité des normes ISO par le groupe d’auditeurs interne 	<ul style="list-style-type: none"> La responsable qualité en charge du programme Le groupe d’auditeurs interne 	<ul style="list-style-type: none"> Le programme dure trois ans pour auditer tous les processus de tous les sites
Revue de direction	<ul style="list-style-type: none"> Evaluer l’efficacité des systèmes de management 	<ul style="list-style-type: none"> Le service qualité Le CODIR et les cadres 	<ul style="list-style-type: none"> 2 fois par an



➤ Normes ISO

Le groupe est certifié ISO 9001 depuis 1993 et ISO 14001 depuis 2017 par LRQA. Une responsable qualité et une responsable environnement suivent les procédures mises en place dans le cadre de ces normes.



Les responsables ont établi des programmes d'audit interne sur trois ans réalisés par des salariés formés à la méthodologie. Les résultats et notamment les éléments de non-conformité sont restitués lors d'une revue de direction annuelle. Ils sont également largement diffusés au sein de l'encadrement.

➤ Certification qualité des produits

- Depuis 2002, le groupe est audité annuellement sur son activité de carburéacteurs. Il est en conformité avec le EI/JIG 1530.
- L'activité de biocarburant a mené le groupe à se faire certifier sur la traçabilité et la durabilité des biocarburants. Il s'agit d'une certification nationale.



➤ Certification OEA

Depuis 2015, le groupe est certifié « Opérateur Economique Autorisé ». La certification porte sur les processus douanier et la sécurité des sites.



➤ Adhérent MASE

NOVEN est adhérent au système MASE Normandie (Manuel d'Amélioration Sécurité Entreprise) depuis 2018. Le MASE est un référentiel de système de management de la Santé et la Sécurité au Travail dont l'objectif est l'amélioration permanente et continue des performances Sécurité Santé Environnement des entreprises sous-traitantes réalisant leurs prestations sur des sites industriels à fort niveau de risques.





➤ Lutte contre la fraude et la corruption

- Les politiques du Groupe en matière de fraude et de corruption sont décrites dans le Code de conduite remis à chaque employé et aux principaux fournisseurs.
- Le Groupe a constitué un Comité Ethique chargé de répondre à toute allégation liée à la déontologie. Il a mis en œuvre des mécanismes d'alerte visant à accompagner et à protéger les employés souhaitant soumettre des signalements sur ces sujets (Charte de protection des lanceurs d'alerte). Ce système fait l'objet de communications sur les sites.
- Un comité d'appel d'offres contrôle l'attribution des grosses commandes.



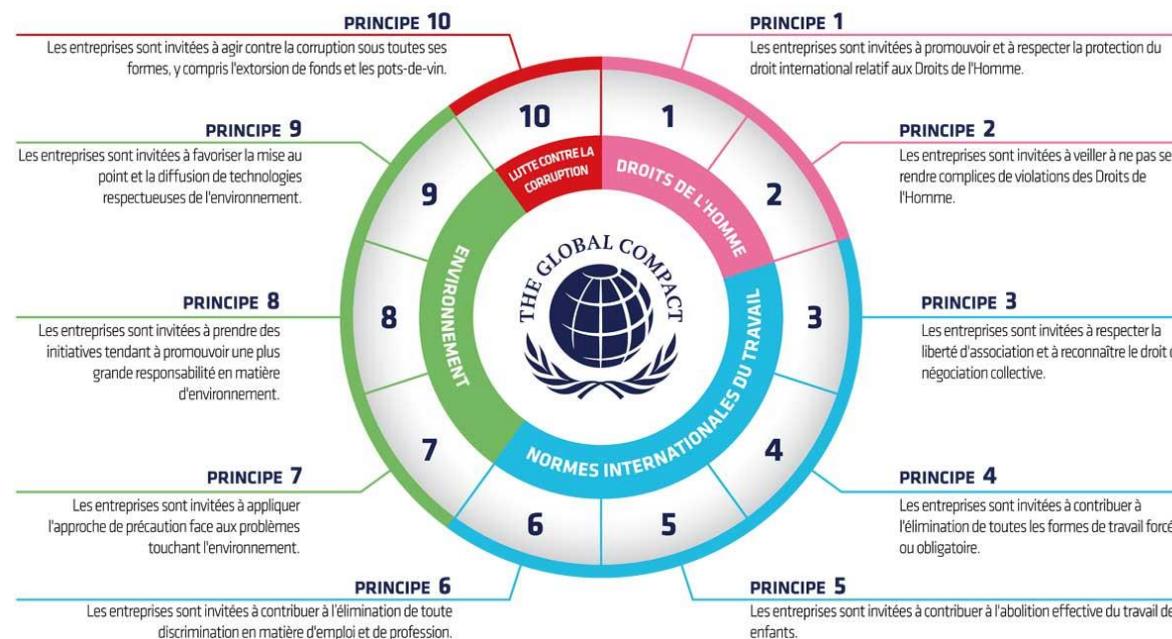
Engagements du groupe auprès du UN Global Compact en 2022

Le groupe souhaite valoriser les bonnes pratiques mises en œuvre en terme de lutte contre la fraude et la corruption et adhère donc en 2022 au UN Global Compact.

Cette émanation de l'ONU vise à rallier les entreprises autour de la promotion de 10 principes dans les domaines de la lutte contre la corruption, la défense des droits de l'homme, la protection de l'environnement et l'accès au travail décent.

Ces principes raisonnent avec les valeurs du groupe qui s'engage à publier chaque année ses progrès dans les quatre domaines sur le site de l'organisme.

LES 10 PRINCIPES DU GLOBAL COMPACT





➤ Protection des données

- La protection des données est un élément crucial de la sécurité du Groupe. Un nombre important d'actions ont été menées afin de mettre le Groupe en conformité vis-à-vis des exigences de la réglementation européenne en matière de protection des données (Règlement général sur la protection des données – RGPD).
- Deux responsables RGPD ont été désignés : le responsable informatique et le directeur juridique. Ces responsables ont été chargés de mettre en place les mesures de conformité du Groupe au RGPD ainsi que les mesures de contrôle du maintien permanent de cette conformité.

Politique de cyber sécurité

Architecture et sécurisation des accès

- Application de la loi de programmation militaire définie par l'ANSSI.
- Minimisation des liens avec l'extérieur et mise en place et audits des systèmes de sécurité (firewall, antispam, anti-virus)

Sensibilisation interne

- Module de sensibilisation à l'arrivée et contrôle périodique des acquis.
- Mise en place d'une charte informatique, de fiches de bonnes pratiques informatiques et d'une gazette périodique sur les accidents dans d'autres entreprises

Plan de reprise d'activité & Plan de continuité d'activité

- Deux tests par an de PRA
- Sauvegardes régulières en ligne et hors ligne sur différents supports.



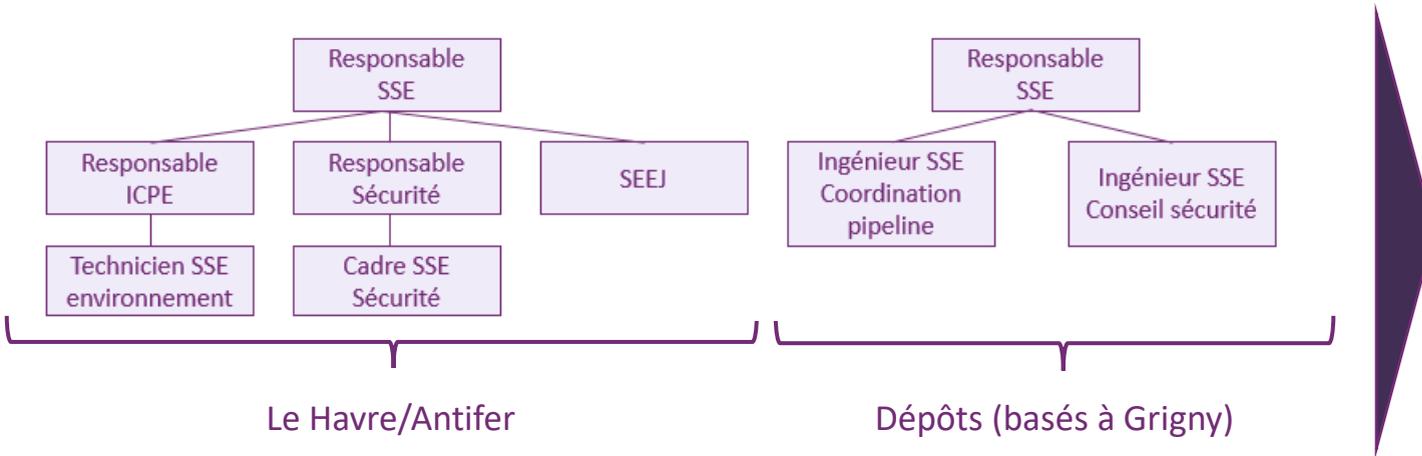
- La gouvernance pour travailler en toute intégrité
- **Maintenir la sécurité sur les sites et diminuer l'impact sur l'environnement**
- Attirer, former et fidéliser les collaborateurs
- Renforcer l'engagement sociétal du Groupe

Maintenir la sécurité sur les sites et diminuer l'impact sur l'environnement

Sécurité des opérations et des installations



➤ Une équipe HSE de 8 personnes qui rédige et communique les procédures et outils



- Plan de Prévention des risques (environnement, sécurité, incendie etc) en accord avec la Directive SEVESO
- Tableaux de bords des indicateurs de sûreté et de sécurité suivis par les RH et rédaction de rapport pour chaque accident ou presque-accident, communiqué à tous les collaborateurs
- Rédaction d'un arbre des causes pour chaque accident
- Mise en place de journées de sécurité annuelles sur tous les sites
- Objectif d'un nombre d'audits de sécurité chantier auprès des EE et auprès des chauffeurs de camions sur les dépôts

Sûreté des sites

- Les sites sont clôturés et gardiennés en continu. L'accès est restreint (SEVESO seuil haut) et les employés sont soumis annuellement à un audit interne qui comprend des questions sur la sûreté.
- Le terminal du Havre est un actif stratégique, soumis au Plan de Sûreté de l'Installation Portuaire et au Plan Particulier de Protection élaborés avec les autorités en charge de la sécurité nationale.
- Le site de Pauillac est également soumis au Plan de Sûreté de l'Installation Portuaire et fait un exercice de simulation de menaces externes annuellement.
- Depuis 2015, les dépôts font une auto-évaluation de leurs points de vulnérabilité à la demande des pouvoirs publics.



Engagements du groupe en faveur de l'ODD 9

Le groupe a à cœur de mettre en place des infrastructures de qualité, fiable et résiliente:

- Le groupe fixe des objectifs sur les accidents du travail
- Le groupe est certifié **ISO 9001 et ISO 14001**
- Les équipes font une veille sur les technologies qui permettent de moderniser l'actif (station de traitement des eaux, URV etc)
- **Le plan Horizon 2026** a pour objectif de ne pas avoir d'accident industriel majeur. Il n'y en a aucun à déplorer sur nos sites à date.



La **sécurité des collaborateurs** est l'une des principales priorités du Groupe. Le Comité de Direction a défini des **objectifs** et veille à la mise en place de **procédures et d'outils** par les équipes HSE.

Objectifs

Résultats

Mesures préventives

Terminaux

- 0 accident du travail avec arrêt

- Record de 756 jours atteints en 2020

Dépôts

- 10 ans sans accident du travail avec arrêt

- Pas d'accident avec arrêt depuis 9 ans
 *Précédent objectif de 2500 jours atteint en 2020*

- Tableaux de bords des indicateurs de sûreté et de sécurité suivis par les RH et rédaction de rapport pour chaque accident ou presque-accident (procédure PS 140D)
- Newsletter périodique dédiée à la sécurité envoyée à tous les salariés
- Réunions d'équipe (avec les entreprises extérieures) animées par le service HSE sur des points de sécurité
- Mise en place de journées de sécurité annuelles sur tous les sites
- Au Havre, une commission spéciale a été constituée avec des représentants des employés pour discuter des mesures à mettre en place pour prévenir les accidents du travail. Ce groupe de travail se réunit tous les trimestres

Gestion des risques liés aux entreprises extérieures:

Une partie des travaux sur les sites est réalisée par des entreprises extérieures. Un PDP est systématiquement défini avec les prestataires pour la réalisation de travaux.

Les prestataires s'enregistrent auprès de l'équipe sécurité et sont accompagnés par un opérateur interne pour les tâches sensibles. Des audits chantiers sont réalisés pour s'assurer de la sécurité des employés et des installations.

Entité	FY21		FY22	
	AA*	SA**	AA	SA
CIM	3	17	4	1
CCMP	0	1	0	0
External companies	2	3	0	2
Total	5	21	4	3

*Avec Arrêt **Sans Arrêt

Le nombre d'accidents du travail avec arrêt reste faible au regard de la taille des installations industrielles. En 2019, et pour la première fois de son histoire sur les terminaux du Havre et Antifer, l'objectif de zéro accident du travail sur une année civile est atteint.



Gestion des déchets

La production de déchets est à la fois liée aux opérations courantes sur site et aux travaux d'entretien et de maintenance des installations

- Sur les terminaux, un membre dédié de l'équipe SSE assure la gestion et le suivi des déchets.
Dans le cadre de la convention MARPOL, les terminaux accordent un intérêt particulier aux déchets produits par les bateaux. Ainsi 4 bacs de tri, par appontement, sont mis à la disposition des navires
- Sur les dépôts, Le chef de dépôt, assisté par les équipes SSE, se charge de la gestion des déchets. Ils s'assurent ensemble du respect de la réglementation applicable aux déchets .
- L'ensemble des sites disposent de contenants de tri dédiés et de zones de stockage préalable à la collecte et au traitement des déchets par des prestataires spécialisés .
- Les déchets dangereux sont conditionnés dans des contenants nous permettant de nous prémunir du risque de fuite ou de pollution.
- Les documents règlementaires suivent les déchets jusqu'à leur traitement final. La plateforme Trackdechets nous permet désormais de dématérialiser et d'optimiser le suivi des déchets dangereux produits sur nos sites
- L'ensemble des sites veille au respect de la hiérarchie des modes de traitement tout en cherchant à favoriser le maillage local, (traitement des déchets dans un rayon de 100km)

Production de déchets (en tonne)

Tonnes	2021		2022	
	Dangereux	Non-dangereux	Dangereux	Non-dangereux
Concession	240	980	476	869
Dépôts	409	68	527	537
Total	649	1048	1003	1306

- Sur les dépôts, la hausse des déchets dangereux est due à la mise au rebut d'une Unité de Récupération de Vapeur et au nettoyage de la cuve en amont à Grigny. Les déchets non dangereux sont liés majoritairement à une opération de dépollution à Pauillac.
- La hausse des déchets dangereux de la concession est liée à la décennale du bac 31 en 2022.



Engagements du groupe en faveur de l'ODD 12

Le groupe suit attentivement les consommations et la gestion des déchets sur les sites:

- Avec la certification ISO 14 001, le groupe s'est engagé à limiter le **taux de déclassement de ses déchets à 1% pour les terminaux du Havre et Antifer et à 3% pour les dépôts.**



- Le site du Havre va au devant de la réglementation et a mis en place une collecte des déchets alimentaires pour permettre leur valorisation.

Maintenir la sécurité sur les sites et diminuer l'impact sur l'environnement

Gestion des effluents & Consommation d'eau

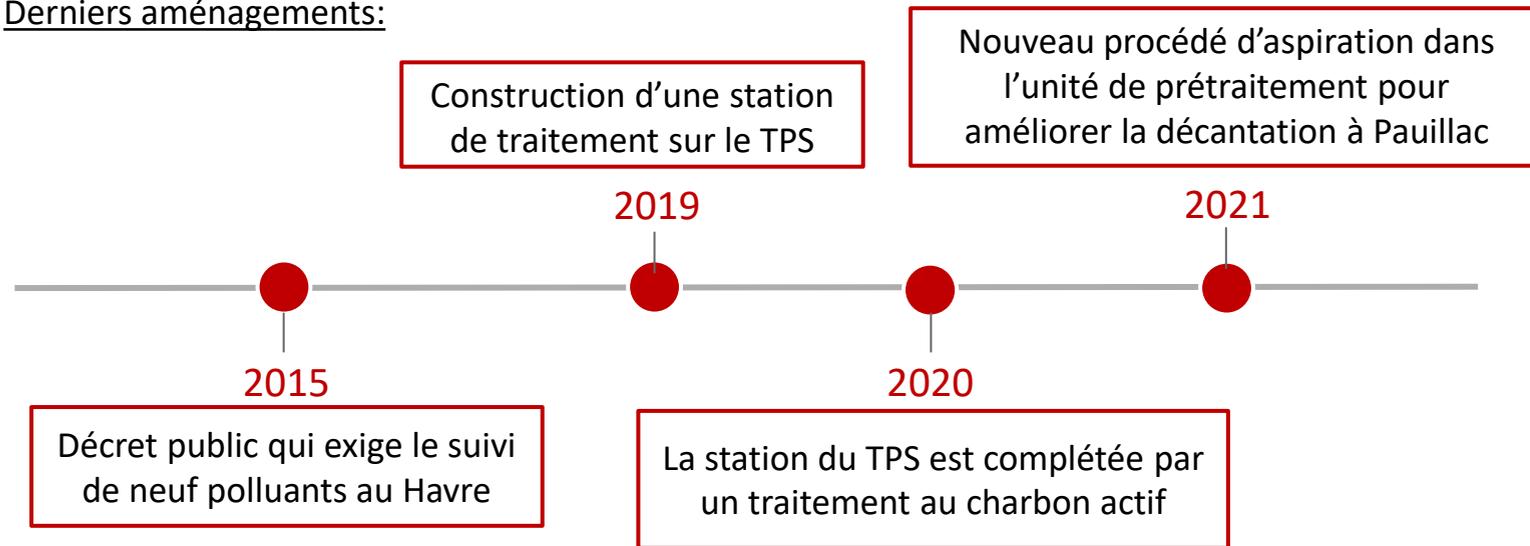


➤ Gestion des effluents

Tous les sites suivent les effluents conformément aux **exigences réglementaires** et reportent les volumes dans la déclaration **GEREP**. Les sites payent une **taxe liée à la contamination** de l'eau par différent polluants.

Les terminaux sont couverts par la réglementation sur les **RSDE** (Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau).

Derniers aménagements:



➤ Consommation d'eau

L'eau est principalement utilisée pour le nettoyage des installations. Elle provient du réseau d'adduction d'eau public (AEP) et le pompage pour les réserves incendie de Pauillac.

en m3	2021			2022		
	Eau indust.	Eau domestique	TOTAL	Eau indust.	Eau domestique	TOTAL
Concession	12 000	57 728	69 728	25 776	40 723	66 499
Dépôts	NA	NA	3 605	NA	5 240	5 240
Total			73 333			5 240

- La consommation d'eau dépend du planning de travaux sur les différents sites et peut donc varier d'une année à l'autre.
- En 2022, le terminal du Havre, relié au réseau AEP a moins consommé d'eau que celui d'Antifer. Contrairement au TPS, il n'y a pas d'eau industrielle à Antifer, ce qui explique les variations entre 2021 et 2022.
- Pour les dépôts, l'augmentation en 2022 est due à un changement de périmètre. L'eau servant à la réserve incendie de Mitry Mory a été ajoutée au suivi des consommations d'eau



Engagements du groupe en faveur de l'ODD 6

Le groupe suit attentivement la consommation d'eau et les rejets sur les sites:

- Avec l'installation de l'unité de traitement du Havre, le taux des eaux traitées a progressé et des contrôles sont fait sur l'éventuelle détection de 12 substances.
- Horizon 2026 fixe un **objectif d'un taux de conformité des rejets aqueux supérieur à 85%**.

Maintenir la sécurité sur les sites et diminuer l'impact sur l'environnement

Rejets atmosphériques & Efficacité énergétique



➤ Rejets atmosphériques

- Il s'agit surtout de composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) produits par l'évaporation d'hydrocarbures pendant le stockage ou le chargement des camions.
- Les émissions ne sont pas mesurées mais calculées selon la méthode officielle des DREAL et déclarées dans le GEREP (logiciel de centralisation). Elles sont maintenues en dessous des seuils réglementaires.

En tonne	2020	2021	2022
Concession	147	142	170
Dépôts	75	91	75
Total	222	233	245

L'augmentation sur les dépôts en 2021 est liée à la hausse du trafic des essences et aux décennales de bac essences. Les modifications apportées aux 2 URV (changement de l'URV à Grigny, revamping de l'URV à Nanterre) ont permis de diminuer les émissions des dépôts.

Les émissions restent en dessous et conformes aux seuils réglementaires

➤ Efficacité énergétique

- La principale source de consommation d'énergie est l'électricité servant au fonctionnement des pompes. Les autres consommations d'énergie sont liées aux véhicules de service et aux générateurs « backup ».
- Le Groupe a choisi depuis 2019 un contrat global d'électricité garantissant pour l'ensemble de ses sites une fourniture à 100% en électricité d'origine renouvelable.

En m3 sauf élec en MckWh	2021					2022				
	Elec.	Propane	Fioul	GNR	Diesel	Elec.	Propane	Fioul	GNR	Diesel
Concession	13 727	39	NA	29	52	12 961	39	NA	33	61
Dépôts	4 513	NA	52	7	3	4 557	NA	25	6	5
Total	18 240	39	52	36	56	17 519	39	25	38	66

- Depuis septembre 2022, le groupe suit les directives gouvernementale et met en place des actions pour baisser sa consommation d'électricité de 10%.

Actions possibles

Amélioration des équipements

- Passage en LED des points d'éclairages, allumage et extinction automatique
- Régulation des températures des locaux, chauffage limité à 19°C, climatisation limitée à 26°C
- Modernisation d'équipements énergivores

-2,8%

Adaptation des process

- Transferts gravitaires, choix des pompes les plus économes, réduction des débits
- Optimisation du fonctionnement des agitateurs
- Extinction des équipements informatiques non utilisés, réduction des volumes de mails

-3,1%

Actions à mettre en œuvre avec l'accord des clients

- Fermeture de nos dépôts une heure plus tôt
- Réduction du nombre de bateaux réceptionnés à Antifer

-4,2%

Soit une réduction de 1 850MWh annuelle

Démarche continue pour diminuer les émissions de COV

Dans le cadre des objectifs environnementaux à d'Horizon 2026, le groupe s'engage à maintenir un niveau bas des émissions de COV:

- Sur les dépôts, les Unités de Récupération de Vapeur permettent de diminuer les émissions aux postes de chargement des camions (chaque dépôt a un **objectif lié au nombre de jours d'arrêt des URV**)
- Au Havre, la double couverture de certains bacs et la gestion des joints primaire et secondaires des toits flottants contient une partie des COV.

Maintenir la sécurité sur les sites et diminuer l'impact sur l'environnement

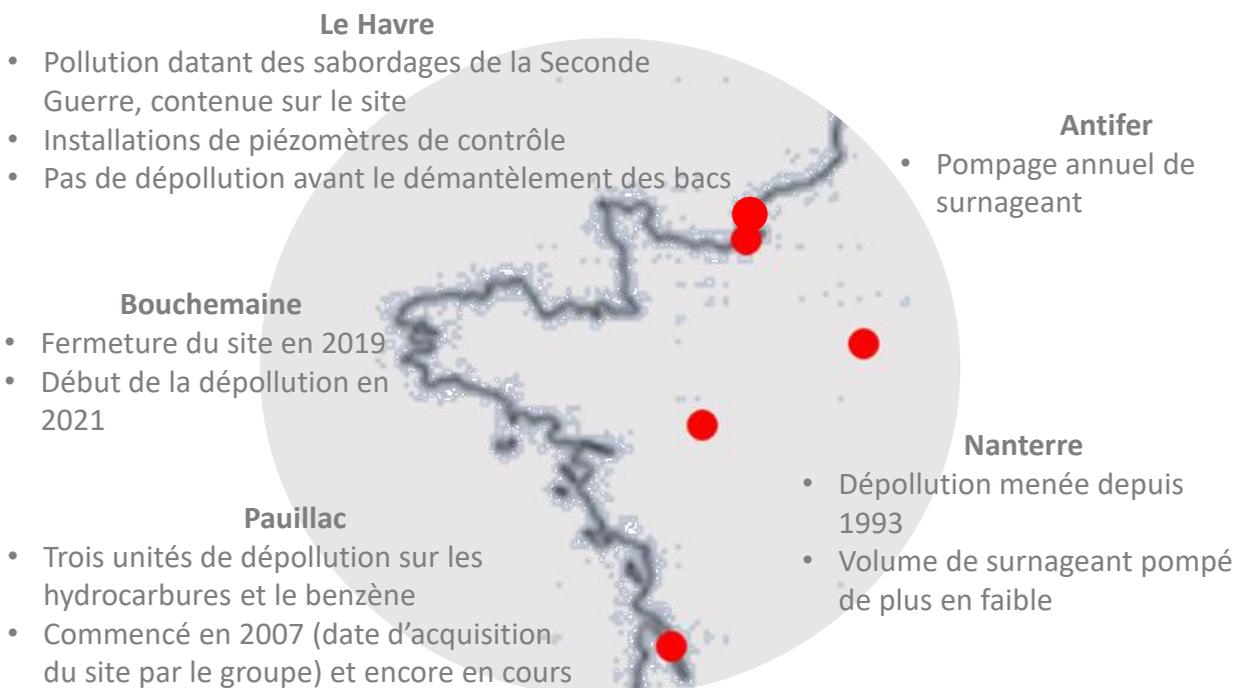
Pollution des sols et des nappes phréatiques & Biodiversité



➤ Pollution des sols et des nappes phréatiques

Certains sols sont contaminés pour des raisons historiques (incident antérieur aux réglementations sur l'environnement). Le groupe met en place des **actions de dépollution volontaires** en accord avec les pouvoirs publics.

Les sites suivants sont **classés BASOL**, le registre national des sites contaminés:



Mesures de dépollution

Elles sont mises en place lors du démantèlement de réservoirs. Les sites avec un historique de pollution ont des usages limités après leur fermeture. A Pauillac et à Bouchemaine*, le groupe loue le terrain à des développeurs de fermes solaires.

**projet en cours*

➤ Protection de la biodiversité

- Le terminal d'Antifer est situé dans une zone couverte par un programme Natura 2000 visant à protéger la biodiversité. Le management du site est donc particulièrement attentif à la gestion des émissions et des impacts environnementaux globaux des activités.



- Mitry Mory : le site est étendu et en zone semi-rurale. Le chef de dépôt souhaite privilégier l'éco-pâturage et un troupeau de moutons est arrivé sur le site en 2022. La même démarche est initiée sur le dépôt de Grigny pour 2023.
- Pauillac : le chef de dépôt a noué un partenariat avec un apiculteur local qui a installé des ruches à l'entrée du site en juin 2022. L'initiative pourrait être déployée à certains autres sites.



Maintenir la sécurité sur les sites et diminuer l'impact sur l'environnement

Emissions de gaz à effet de serre



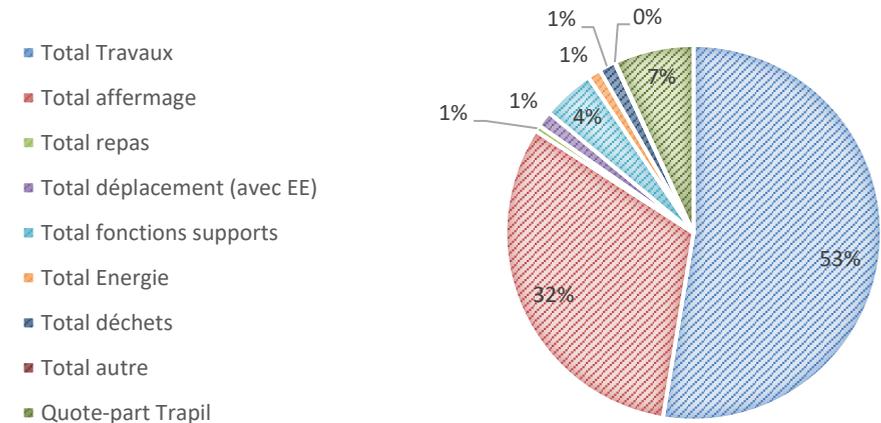
Le groupe n'est soumis à aucune obligation réglementaire concernant le calcul des émissions de GES (moins de 500 salariés). Il s'est néanmoins engagé dans une démarche volontariste en 2022 pour réaliser un premier bilan des émissions de GES selon les standard du GHG Protocol.

Catégories d'émissions	Números	Postes d'émissions	Postes inclus	Postes exclus
Scope 1	1-1	Emissions directes des sources fixes de combustion	Groupes électrogènes de secours, chaudières fioul/gaz	
	1-2	Emissions directes des sources mobiles de combustion	Consommation de la flotte de Noven et de Trapil et du matériel de manutention appartenant à Noven	
	1-3	Emissions directes des procédés		
	1-4	Emissions directes fuitives		
Scope 2	2-1	Emissions indirectes liées à la consommation d'électricité	Electricité achetée par Noven, électricité pour le siège de Trapil le LHP (Trapil)	Électricité pour opérer le PMR et l'ODC (Trapil)
	2-2	Emissions indirectes liées à la consommation de vapeur, chaleur ou froid		
Scope 3	Emissions du Scope 3 amont			
	3-1	Produits et services achetés	Achats répertoriés en compte 4, achat de carburants pour la revente sur les îles	Flottes des entreprises extérieures, matériel de manutention des entreprises extérieures faute de données disponibles
	3-2	Biens immobilisés	Travaux réalisés sur les sites	Immobilisations hors travaux dont les émissions sont à priori faibles
	3-3	Emissions liées aux combustibles et à l'énergie (non inclus dans le scope 1 ou le scope 2)	Extraction des produits vendus dans les affermages, amont des combustibles et carburants et de l'électricité consommés par Noven	
	3-4	Transport de marchandise amont et distribution	Transport des produits pour les affermages (bateaux)	
	3-5	Déchets générés	Tous les déchets répertoriés dans le GERE	Déchets non-répertoriés dans le GERE faute de données disponibles
	3-6	Déplacements professionnels	Estimation des déplacements des EE qui travaillent sur le site en permanence, trajets inter-sites des salariés	Tout visiteur qui n'est pas affilié à une EE (pas de levier d'action)
	3-7	Déplacements domicile travail	Estimation des déplacements D/T des salariés	
	3-8	Actifs en leasing amont		
	Emissions du Scope 3 aval			
	3-10	Transformation des produits vendus		
	3-11	Utilisation des produits vendus	Combustion des produits vendus dans les affermages	Transport des produits pour les affermages (camions) faute de données disponibles
	3-12	Fin de vie des produits vendus		
	3-13	Actifs en leasing aval		
	3-14	Franchises		
3-15	Investissements	Gestion des contaminants de Trapil et des travaux effectués sur les pipes	Quote-part des émissions de DPA (pas de bilan de GES de cette participation), placement de trésorerie (absence de données),	

	CO2 (t CO2e)	CH4 (t CO2e)	N2O (t CO2e)	Incertitude (t CO2e)	Total (t CO2e)
Scope 1	1 619	0	3	36	1 658
Scope 2	1 092	0	0	0	1 092
Scope 3	48 483	270	591	11 879	61 223
Total	51 193	271	594	11 915	63 973

- Les scopes 1 & 2 regroupent les consommations d'énergie et de carburants de la flotte du groupe
- Le scope 3 inclus les travaux et l'achat revente de produits pétroliers pour les affermages

RÉPARTITION PAR POSTE



Maintenir la sécurité sur les sites et diminuer l'impact sur l'environnement

Changement climatique – ODD 13



Le groupe s'inscrit dans les engagements de la COP21. Il est conscient des risques physiques et de transition liés au dérèglement climatique :

- Etude des risques physiques :
 - le GIEC Normandie ainsi que les études de risques conduites pour la DREAL indiquent que les risques sont minimes pour les installations à moyen-terme
 - Le groupe réalise des études de risques aux événements météorologiques exceptionnels (foudre, séismes, tenue au vent, submersion) pour tous ses sites
- Etude des risques économiques de la transition : le groupe a fait appel à un conseil externe pour évaluer les risques et construit ses prévisions en tenant compte des projections de demandes de la Stratégie Nationale Bas Carbone

Le groupe met à disposition de ces clients depuis 2005 des logistiques adaptées aux bio-carburants sur ses terminaux et dépôts et mène des réflexions de fond sur la possibilité de produire et stocker des énergies ou vecteurs d'énergie moins carbonés telles que le SAF (Sustainable Aviation Fuel) et l'hydrogène bas-carbone.



Depuis 2022, les clients du groupe peuvent recevoir et stocker du SAF sur le terminal du Havre (5 réservoirs dédiés dont un au SBC)



La CIM développe un projet de production d'hydrogène bas-carbone par électrolyse de l'eau en partenariat avec Hynamics. L'H2 produit sera utilisé par le réseau de bus du Havre et les acteurs de la mobilité portuaire.

Sensibilisation et formation au changement climatique

Le groupe adhère et soutient la fondation E5t qui sensibilise les entreprises au dérèglement climatique.

- En 2022, deux salariés ont suivi un cycle de conférence au sein de la fondation.
- Des salariés ont pu se rendre à l'université d'hivers organisée au Havre et à l'université d'été à La Rochelle
- Deux salariés ont été formés à la méthode Bilan Carbone via la Fondation



- La gouvernance pour travailler en toute intégrité
- Maintenir la sécurité sur les sites et diminuer l'impact sur l'environnement
- **Attirer, former et fidéliser les collaborateurs**
- Renforcer l'engagement sociétal du Groupe



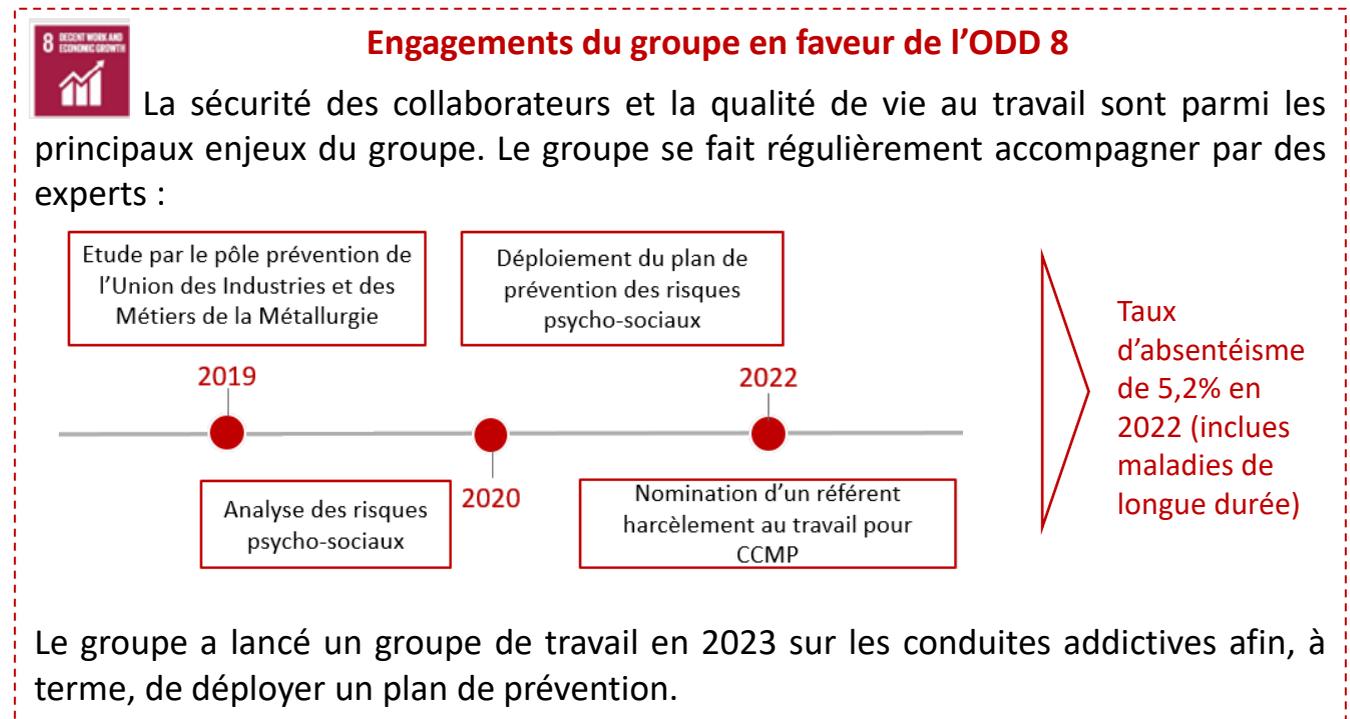
➤ Répartition des effectifs

Entité / Nombre d'employés	2020	2021	2022
CIM avec CFC	263	258	259
<i>dont Employés par les terminaux du Havre et d'Antifer hors CFC</i>	232	231	232
CCMP	34	37	39
Pisto Group Infra	4	5	5
Total	301	300	303

- Les effectifs sont répartis entre opérateurs (65%) et fonctions support (35%)
- 55% des effectifs travaillent en quart ou en 2x8 et bénéficient donc de repos compensatoires et de primes spécifiques.
- Le groupe favorise les emplois en CDI. Le recours au CDD est occasionnel, pour pallier les absences longue durée. Fin 2022, il y avait 4 CDD au sein du groupe (1,3% des effectifs).
- Le turnover est historiquement faible : 3,9% en 2022 prouve du fort engagement et de la fidélité des collaborateurs.

➤ Politiques RH

- L'équipe RH est composée de cinq employés et est en charge de la mise en œuvre du programme de formation, de la gestion des RH et de la paye. Elle diffuse également le Règlement intérieur et le Code de conduite auprès des employés.
- Le comité de direction détermine les besoins de recrutements:
 - Le Groupe n'a pas de difficulté particulière à trouver des profils adaptés, le secteur du pétrole et du gaz bénéficiant de programmes de formation spécifiques (l'Institut français du pétrole (IFP) délivre un certificat d'opérateur répondant à la plupart des compétences requises par le Groupe notamment).
 - Le plan de succession et de continuité pour les cadres partant à la retraite est suivi par l'équipe RH.



Attirer, former et fidéliser les collaborateurs

Formation et développement des compétences



➤ Le groupe a investi 3,27%* de sa masse salariale dans la formation en 2022

*le minimum légal est de 1%.

Structure	2020	2021	2022
Nombre d'employés formés	274	262	250
CIM	239	236	211
CCMP	35	26	39
Nombre d'heures de formation	3070	4863	4148
CIM	2509	4284	3112
CCMP	561	579.50	1036

87%

Des employés ont reçu une formation en 2022

La baisse des indicateurs clés relatifs à la formation entre FY20 est liée au report de certaines sessions en raison du Covid 19

54%

Des heures de formation sont dédiées à la sécurité. Les autres thèmes sont RH/compta (10%), conduite d'engins (11%).

Temps dédié à la formation

- Le groupe a conçu un programme spécifique « Opérateurs polyvalents » avec l'Institut Français du Pétrole. Il dure 40 jours et combine théorie et pratique pour travailler dans la logistique pétrolière. Ces 10 dernières années, près de 80 employés ont suivi ce programme.
- Plusieurs salariés sont pompiers volontaires. Ils peuvent dégager jusqu'à 15 jours par an sur leur temps de travail pour aller se former et participer à des missions dans le cadre de conventions mises en place avec les casernes locales.
- Un nouvel accord d'entreprise sur la formation a été signé en 2022 pour la CIM.

Fidélisation des collaborateurs

• Promotion individuelle

Le groupe cherche à recourir à la promotion interne pour retenir les profils très qualifiés. En 2022, la CIM a promu 19 employés à un poste supérieur et la CCMP a promu 4 collaborateurs.

• Entretiens annuels

Le groupe souhaite rencontrer chaque employé au cours d'un entretien individuel pour aborder des thèmes comme les performances individuelles et collectives ainsi que le parcours professionnel au sein du groupe.

Au cours de cet échange, les employés peuvent également exprimer leurs souhaits de formation.

• Rémunération

La politique de rémunération obéit principalement aux négociations annuelles menées avec les représentants des syndicats. Les collaborateurs bénéficient d'accords de participation et d'intéressements pouvant représenter jusqu'à trois mois de salaire.

Certains collaborateurs ont accès à des compensations financières au titre de leurs conditions spécifiques de travail (travail en quarts, tickets restaurants, primes transports, médailles du travail).

Plus bas salaire en % du SMIC de mai 2023 :

132%

CIM

115%

CCMP



➤ Politique de lutte contre les discriminations



Extrait du Code de Conduite du groupe

« Chaque employé bénéficie de chances égales et sera traité de la même façon dans le cadre de son travail et de sa mission, indépendamment de son origine, de son sexe, de ses mœurs, de son orientation ou identité sexuelle, de son âge, de sa situation de famille ou de sa grossesse, de ses caractéristiques génétiques, de son appartenance ou de sa non appartenance vraie ou supposée à une ethnie, une nation ou une race, de ses opinions politiques, de ses activités syndicales ou mutualistes, de ses convictions religieuses, de son apparence physique, de son nom de famille, de son état de santé ou de son handicap, conformément aux dispositions du Code du travail. »



Emplois des travailleurs handicapés

- Maintien dans l'emploi des collaborateurs reconnus travailleurs handicapés : le groupe veille à adapter le poste de travail, à aménager les installations (mise en place de rampes d'accès) et à proposer des alternatives au sein du groupe aux travailleurs handicapés.
- En 2022, le groupe s'est fait accompagner par l'Agephip pour commencer un diagnostic handicap. Le taux d'emplois des personnes en situation de handicap est de 3,63% en 2022 pour le groupe.
- Le groupe réalise des achats aux entreprises du secteur protégé et adapté local : entretien de textile, fournitures de bureau et pour le magasin.



Engagements du groupe en faveur de l'ODD 5

11,82% des effectifs du groupe sont des femmes. En effet, 80% des collaborateurs sont des opérateurs, métier encore largement exercé par des hommes. Les équipes RH font appel à des cabinets extérieurs pour le sourcing de candidats et accordent une attention particulière à la diversification des profils. Les postes de cadres et d'agents de maîtrise sont d'avantage pourvus par des femmes (29% en 2022) et la proportion de femmes au comité de direction est de 17%. En 2022, 45% des recrutements ont été pourvus par des femmes.

Le groupe mène des actions en faveur de l'égalité homme-femme au travail:

- **Soutien à l'entrepreneuriat féminin** : depuis 2021, le groupe est l'un des mécènes du forum Femmes & Challenges qui se tient au Havre annuellement. Il donne de la visibilité aux femmes et a reçu plus de mille visiteurs (visiteuses surtout) l'année dernière. Les femmes du groupe y sont conviées et en 2022, l'intégralité du comité de direction y était présent.
- **Formation dédiée aux femmes du groupe** : en 2022, le groupe lance un cycle de formation sur la mixité (27 cadres H/F dont l'intégralité du Codir) et propose aux femmes cadres de recevoir un coaching spécifique au S1 2023. Cette initiative pourrait être renouvelée et étendue aux autres femmes du groupe dans les années à venir.



➤ Relation avec les partenaires sociaux

- Le principal syndicat représenté dans le Groupe est la CGT (Confédération Générale du Travail).
- Le deuxième syndicat le plus représentatif au sein du Groupe est la CFE-CGC (Confédération Française de l'Encadrement – Confédération Générale des Cadres).
- La direction du groupe a rencontré les représentants des salariés 11 fois en 2022 dans le cadre du Comité économique et social (CSE) de la CIM – Le Havre, 6 fois ceux des dépôts et 6 fois ceux de CCMP. Par ailleurs, une réunion de négociation obligatoire se tient tous les ans entre la direction et les représentants du syndicat (NAO). Au cours de cette négociation, des sujets tels que la rémunération, le temps de travail ou l'égalité des sexes sont abordés.
- Le CSE a plusieurs commissions dont la CSSCT pour CIM et CCMP et les commissions suivantes pour la CIM – Le Havre :
 - CSSCT
 - Commission formation
 - Commission restaurant
 - Commission mutuelle
 - Commission transport

Accords collectifs en 2021 et 2022

En 2021, le Groupe a mené deux négociations qui ont conduit à la signature des accords collectifs pluri-annuels suivants :

- Accord sur l'intéressement pour PGI
- Accord sur les élections du CSE au Havre

En 2022, plusieurs accords d'entreprise ont été signés :

- NAO 2022 (Négociations Annuelles Obligatoires) dont la philosophie était de maintenir le pouvoir d'achat des collaborateurs
- Accord sur l'intéressement pour CIM
- Accord pour le CFC



- La gouvernance pour travailler en toute intégrité
- Maintenir la sécurité sur les sites et diminuer l'impact sur l'environnement
- Attirer, former et fidéliser les collaborateurs
- Renforcer l'engagement sociétal du Groupe



➤ Les fournisseurs sont des partenaires locaux historiques

82% Des fournisseurs sont dans le même département que les sites sur lesquels ils interviennent

30 premiers fournisseurs sont des partenaires du groupe depuis plus de 10 ans (58% du montant des commandes)

Les fournisseurs sont impliqués dans la **démarche sécurité** du groupe:

- Formation aux procédures PS 1009 (terminaux) et PS 1009D (dépôts)
- Participation à un Comité Economique et Social spécifique

➤ En 2022, le groupe a réalisé une enquête satisfaction auprès des clients*

**51% de répondants sur les envois de questionnaires*

99% des répondants ont dit avoir confiance ou totalement confiance dans le groupe

96% sont satisfaits ou très satisfaits de l'ensemble des prestations

Démarche achats responsables

Conscient de la nécessité de suivre et d'accompagner les fournisseurs dans leur démarche RSE, le groupe travaille depuis 2021 avec Ecovadis, une plateforme de collecte et notation des données RSE des entreprises.

Les données d'évaluation couvrent les performances environnementales, sociales (droits de l'homme), éthiques et les achats responsables de nos fournisseurs.

Un tiers des fournisseurs sont déjà répertoriés. Un plan à trois ans doit permettre d'impliquer les autres fournisseurs



Questionnaire Achats Responsables

La SAGESS est l'un des principaux clients du groupe. En 2023, elle demande à ses clients de remplir un questionnaire Achat responsable.

La CIM obtient la note de 14,2/20 et CCMP celle de 13,2/20 (note minimum acceptée de 7/20).

Les questions portent principalement sur les engagements environnementaux, sociaux et éthiques du groupe.

Renforcer l'engagement sociétal du Groupe

Relations avec les pouvoirs publics



- **Le groupe est régulièrement en contact avec les pouvoirs publics**



Ministère de l'Intérieur
La sûreté des sites est supervisée par la préfecture de police sous l'autorité du Ministère

Ministère de la Transition écologique, ainsi que la DGEC, la DGPR et la DGITM
Les équipes régionales procèdent aux audits environnementaux et de sécurité (inspections DREAL)



Le GPFMAS (anciennement GPMH), un des acteurs d'HAROPA est l'autorité concédante des terminaux d'Antifer et du Havre.

Le président du groupe siège au Conseil du Développement de HAROPA.

La direction de Noven fait également partie des 10 experts sélectionnés par la SAGESS pour composer son Conseil de Développement Durable. Il se réunit 2 fois par an et a pour mission d'encadrer le pilotage de la démarche Développement durable de la SAGESS et de veiller à la cohérence des actions mises en oeuvre.



- **Le groupe est membre d'associations professionnelles et de groupements**



Localement, les sites sont engagés dans des associations de coopération professionnelle :

- Le chef de dépôt de Saint-Pierre des Corps représente CCMP dans l'association SEGMY qui permet le dialogue entre les acteurs économiques de la zone industrielle sur laquelle le site est implanté.
- Sur la zone industrialo-portuaire du Havre, la CIM fait partie de SYNERZIP

Renforcer l'engagement sociétal du Groupe

Engagement dans la vie locale



Le groupe mène des actions de mécénats pour accompagner des initiatives citoyennes au Havre dans les domaines de la culture, l'éducation, l'entrepreneuriat féminin, la formation aux enjeux climatiques...



Mécène du festival annuel « Un été au Havre » initié par la Mairie

Mécène du Musée d'Art Moderne André Malraux au Havre.



Contributeur du Forum Femmes & Challenges sur l'entrepreneuriat féminin en Normandie



Mécène et administrateur de 42 : Le Havre, une formation de développement informatique.



Adhérent de E5t, fondation qui forme et sensibilise aux enjeux du dérèglement climatique

